

article 7

En cas de remboursement par anticipation de tout ou partie du capital restant dû, la commune paiera à la caisse des dépôts et consignations une indemnité de 50 centimes p. 100 du capital remboursé avant échéance.

La présente délibération a été signée par tous les conseillers assistants à la séance.

J. Meylin A. Poncet S. Poncet
A. Hantier (Signature)
S. Scamard (Signature) L. Stalino
L. Stalino Maertens M.
D'Hourde Carrejo
Cayrol

Jeudi 1er juillet 1895

Allocation pour registres. Attendue que la somme de cent soixante francs a été inscrite au budget de 1895 pour les registres de l'état civil de cette année; le prix des livrets de famille prenant un article à part

que pour le service de l'état civil de cette année il n'a été envoié que cinq six feuilles de papier timbré rapportant au total ensemble la somme de cent vingt-sept francs vingt centimes;

qu'il ya donc une différence de quarante deux francs quatre vingt centimes, à la confusion d'une table alphabétique, dont la ville est désignée, des actes de naissances, mariages et décès du 1^{er} janvier 1892 au 31 décembre 1893.

Le conseil pris en conséquence M. le maire de bien vouloir approuver cette délibération et vote au budget le prélèvement sur les fonds libres de l'assurance sur la somme sur indiquée de quarante deux francs, quatre vingt centimes.

Cette délibération a été signée par tous les conseillers assistants à la séance

J. Meylin A. Poncet S. Poncet
A. Hantier (Signature)
S. Scamard (Signature) L. Stalino
M. Maertens M.
D'Hourde Carrejo
Cayrol

Jeudi 1er juillet 1895

Asie sur une demande
d'avois en charge de
De Simone, Raphaël,
de la classe de 1893.

Seance du 24 février mil huit cent quatre vingt quatre

Robert M. M. Arandi; Camga, Renzo; Carbone, Giacinto;
Lantoni, Massimo; Maglia, Moniglia, Jean-Baptiste; Moniglia, Renzo;
Pecchini, Samaroni; Stachino et Camga; Braschi, Maria Antonia

Sur la demande, appuyée des pièces nécessaires, par laquelle le sieur
De Simone, Renzo Pas, sollicite l'avois en charge, à titre de soutien de
famille, de son fils Raphaël, de la classe de 1893, matelot au service
de la flotte,

Le conseil, après avoir délibéré, constate qu'il ya lieu d'accueillir
cette demande, étant donnée la présente situation de la famille et
et l'impossibilité pour le fils aîné de lui venir en aide

D'Arandi J. Giordi J. Cospiany L. Moniglia
J. Sammarco L. Camga
Maestroni G. Camga

Carrabrossi

Seance du vingt quatre février mil huit cent quatre vingt quatre

Demande d'avois en
charge, après demande
service, de Bobbio,
Jean-Baptiste, de la classe
de 1894.

Sur la demande, appuyée des pièces nécessaires, par laquelle le sieur Bobbio,
Jean-Baptiste, de la classe de 1894 du canton de Biella, sollicite, à titre de
soutien de famille, l'avois en charge après une année de service

Le conseil, après avoir délibéré, constate qu'il ya lieu d'accueillir cette
demande, pour que le jeune Bobbio soit l'unique et indispensable soutien
de sa mère et de sa femme, veuve.

D'Arandi J. Giordi J. Cospiany L. Moniglia
Maestroni G. Camga

Corigliano

Seance du vingt quatre février mil huit cent quatre vingt quatre

Prorogation du tarif de
l'octroi

Attendue que le tarif actuel des octrois portés par l'octroista a été approuvé
par décret du 29 novembre 1890 pour une période de cinq ans du 1er novembre
jusqu'en mil huit cent quatre vingt quatre au moins un décembre mil huit
cent quatre vingt quatre

La nécessité de la prorogation des actes constitutifs de l'octroi pour

Deux copies avec d'autres papiers ont été
adressées au bureau fiscal le 8 mars 1895.

une nouvelle période quinquennale, à partir du premier janvier mil huit cent quatre vingt-seize se fait impérativement sentir, afin de faire face à toutes les dépenses communales créditées au budget et reconnues indispensables sans conteste. Haïti, où auxquelles il faudrait avoir recours à cause de l'importance sensiblement accrue depuis peu de la population de cette commune où s'exécutent de grands travaux et où la garnison est de beaucoup augmentée.

La plus la population actuelle est supérieure à quatre mille habitants,

attendu que la ville n'a d'autre moyen pour subvenir à ses dépenses que de maintenir toutes les taxes actuelles d'octroi, qu'on ne pourra les remplacer par une imposition extraordinaire car elle serait une charge accablante pour les contribuables, éprouvés depuis plusieurs années par les mauvaises récoltes et le faible écoulement de l'huile d'olive, la principale ressource locale.

(b) telles seront augmentées de moitié fraîche au moins pendant un an pendant trois ans pour réparation urgentes à la voirie urbaine

que, à qui résulte d'ailleurs du certificat du Recenseur municipal, la commune supporte déjà assez d'imposts extraordinaires pour que l'on songe à en demander d'autres.

Le Conseilose espérant que l'administration supérieure, dont la sollicitude déclarée ne fait jamais défaut, saura bien agréer la prolongation des taxes actuelles de notre octroi jusqu'à la fin de l'année suivante.

Il s'agit cette occasion pour proposer au maire de procéder au renouvellement de la forme avant la fin de l'année courante, afin que les intérêts communaux ne restent pas en souffrance.

Les conseillers assistants à la séance ont signé cette délibération après que lecture en a été faite, approuvée dans la même marge.

Conseil des

Mentions de convocation

Convocation du dix-huit avril mil huit cent quatre-vingt-quinze

Convocation pour le vingt-un courant mois, à deux heures et demie de rebûlée, pour délibérer sur le projet d'acquisition de la maison bâtie affectée au service scolaire et sur les frais d'expertise de cette maison faite par trois hommes de part

Le Maire administrateur

Acquisition de la
maison Cuneo affectée
au service scolaire

Séance du vingt un avril mil huit cent quatre vingt quinze

Présents Messieurs Ricardi, Carrera, Perru, Casabianca, Ghicardi, Tamburini, Martorani, Meglia, Monoglio, Puccetti, Monoglio, ^{fr} 13^e, Penet, Occhioni, Scamaroni, Stachino, Santini et Carrera, Bramme, Maini intendant

M^r le Président a ouvert la séance et exposé que le meilleur moyen d'alliger les charges de la ville pour le service de l'instruction primaire est de faire au plus tôt l'acquisition de la maison du sieur Cuneo, franc, où se trouve depuis long temps l'école de garçons, que le loyer de cette maison est de sept cents francs par an; et comme il n'y a pas de place pour loger le Directeur et l'un de ses trois adjoints, la ville leur alloue à titre d'indemnité de logement, trois cent six francs, ce qui porte à mille six francs la somme que la commune paie annuellement à titre de loyer pour l'entretien de cet établissement.

Attendue que la maison du sieur Cuneo a été évaluée à trois mille francs, quatre mille y compris les frais d'acquisition; que pour l'appropriation convenablement au service scolaire il faudrait y déposer de dix à onze mille francs

que dans l'intérêt de la ville, des maîtres et des élèves, il convient de prendre les mesures nécessaires pour acquérir le plus tôt possible cette maison et y faire tous les travaux qui comportent la bonne installation d'une école. La commune approuverait à l'unanimité de l'assemblée la somme de mille six francs payés chaque année de la ~~paroisse~~ indigénée plus bas.

Le conseil, à l'unanimité de ses membres présents à la séance, approuve la motion faite par son Président; l'autorité à faire toutes les démarches nécessaires en vue de l'acquisition et de l'appropriation de la maison du sieur Cuneo pour le service scolaire. Dès que le projet aura été approuvé par l'autorité compétente et qu'il connaîtra le montant de la subvention à accorder par l'état, il s'engagera de procurer à la paroisse contributive de la ville par le rôle d'un emprunt, amortissable en trente ans et auquel il affectera tout ou partie de la somme de mille six francs que la ville paie chaque année pour loyer de cette maison et indemnité de logement au Directeur et à un adjoint de ladite école).

Deux expéditions de la présente délibération sont adressées à M^r le préfet de la Corse)

A Santini S. Monoglio

Carrera

Ghicardi

By B. Monoglio

Guicciardi

Meglia

S. Casabianca

Giusti

S. Martorani

N. Santini Ricardi

Carbone

avance de la somme
necessaire pour acquisition

Seance du quinze mai mil huit cent quatre vingt quinze

de la maison du sieur M. Carrega, brasme, maire administrateur, en vue d'alléger les charges
lunees, effectue au service communal, promet de faire l'avance de trois mille francs, valeur
estimative de la maison du sieur Lunes, Francois, effectue au service de
l'école de garçons et de celle nécessaire pour son acquisition

approvée le 30 aout 1895.

Le Conseil à l'unanimité de ses membres assistait à la séance, se réunissant
au nom de la ville, & pryer à M. Carrega jusqu'à ce que la somme
avancée lui soit remboursée, les intérêts à celle à 5% par an, à partir
du jour de la passation de l'acte de vente partit du sieur Lunes. Le montant
des intérêts sera porté sur la somme inscrite au budget de 1895 pour
loyer des maisons d'école (garçons ou filles).

Deux copies de cette délibération seront soumises à l'approbation
de M. le préfet.

du quinze mai mil huit cent quatre vingt quinze

Mention de
convocation

Convocation pour le 1^{er} vendredi mois à deux heures de l'heure de Rome
le même jour l'lection du Maire et l'ouverture de la session ordinaire
de Mai

Le Maire Administrateur

Procès verbal d'installation

Le deux conseillers municipaux (auquel huit cent quatre vingt quinze), le dimanche du mois de mai
à deux heures de l'heure de Rome. Les membres du conseil municipal de la
commune de Novafeltria proclamée par le Bureau électoral à la suite
d'un arrêté à l'issue des opérations du 10 mai 1892 et 5 mai suivant se sont réunis dans la
salle de la mairie sur la convocation qui leur a été adressée par la
maire, conformément aux articles 48 et 49 de la loi du 5 avril 1884.
Etaient présents M. M. les conseillers municipaux

Carrega, brasme
Lattini, mattheo
Monoglio, Pierre
Orecchioni, Nedas
Pelle, Fal

Larabina, Romano
Macchioni, Nobile
Santini antoine
Monoglio Jean 1^{er}
Rocca, Thomas

Tachino, Cesare
Monoglio, François
Carrega, Pierre
Cavata, Sébastien
Ricard, Vincent
Lamant, Simon

absents: M. M. Roca, Dominique, présent dans la commune. abe
de la commune M. Mr. Fiorandi, Duge et Dagregorio Jean. Décidé le
17 de ce mois M^e Bourdeloup, Victor

La séance est ouverte sous la présidence de M^e Larreaga, maire
municipal qui après l'appel nominal a donné lecture des
résultats constatés aux procès-verbaux d'lections et a déclaré installé
M. M. Dagregorio, Jean et Frédéric, Antoine Marie, dans leurs fonctions
de conseillers municipaux, pour la durée à Pauillac.

M^e Perette, Paul, le plus âgé des membres du conseil, a pris ensuite
la présidence

Le conseil a choisi pour secrétaire M^e Hachino, Léon

Chambre de commerce

Secrétaire de scrutin

Le Président ayant donné lecture des articles 76, 77 et 78 de la loi du 5
avril 1884, a décidé le conseil à procéder au scrutin secret et qu'à la
majorité absolue des suffrages, à l'élection du maire

Chaque Conseiller municipal, à l'appel de son nom, a remis son bulletin au
Président son bulletins de vote écrit sur papier blanc

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après

Nombre de bulletins jetés dans l'urne _____ 17

Vote pour le nombre des suffrages exprimés _____ 17

Majorité absolue _____ 11

M^e Larreaga, brasme pétitionnée des sept voix, a été proclamé maire

Il a signé le mandat portant:

Observation et résolution

M. Martin, M^e Casabianca, S. Arata

et M^e Meyer

Olivieri, S. Camard, Mastroni, M^e Gavina

Oristano, M^e Monogli

Q. Stellino, Ph. Roca, M^e Martin

Ahartier

Carrage, M^e Monogli

Carrasco

Séance du 16 mai 1895 huit cent quatre-vingt-quatre

Procès-verbal l'ouverture le conseil municipal composé des membres qui procèdent à l'ouverture
de la session de mai de la session de mai 1895.

1895.

ont été élus, au scrutin secret, secrétaire M^e Hachino, Léon; membre de
la commission chargée de la vérification des comptes de l'année 1894 et
des projets à soumettre à la délibération du conseil municipal: Garrigou,
Lambert, Monogli, Roud, Brechon et Tamarone)

celle libération a été signalé par tous les concitoyens assistants à la séance

Carrega S. Monogly P^r Consalviano
S. Scamozzi D^r Gauthier O^r Caneva
A. Venturi J. Meyer Gavina Ph. Roux
D^r Gauthier Maestriani et
P. Consalviano
P. Scamozzi
G. Gauthier Caneva

Séance du 8 mai 1896 mai mil huit cent quatre-vingt-quinze

Présent M. M. Venturi; Monogly, Jean B^e, Monogly, Pierre, Gavina, Recca, Thomas, Perrotte, Maglie, Maestriani, Scamozzi, Orecchioni, Carabianca, Carrega, Pierre, Gauthier, Carrega, Brasme, Picardet

Sur la demande en date du 6 mars 1895 par laquelle M^r Japino, percepteur des contributions directes à Annecy, sollicite la concession d'une bourse avec troussau à l'école polytechnique en faveur de son fils Barthélémy matelot au 82^e Régiment en garnison à Versailles

Attendue que ce fonctionnaire marié et père de quatre enfants, n'a quasiment pas de ressources que son traitement

Emot Paris l'accord de faire subtilisé pour M^r Japino, qui réussit de rendre de très bons services

S. Monogly A. Venturi J. Meyer Gavina
Ph. Roux D^r Gauthier Maestriani et Carrega
S. Scamozzi B^e Monogly
P^r Consalviano P. Scamozzi O^r Caneva
G. Gauthier Caneva

Séance du 8 mai 1896 mai mil huit cent quatre-vingt-quinze

Création des ressources pour l'année 1896

Sur la loi du 21 mai 1896, instruction ministérielle du 24 juillet suivant et le règlement général sur les chemins vicinaux,

Sur le rapport des agents royaux sur la situation des chemins vicinaux ordinaires sur les typhuses à y effectuer en 1896 et sur l'emploi à donner aux régiments de 1894.

Sur l'arrêté du préfet en faveur de M^r le préfet du département en date du 15 avril 1895;

Sur le budget approuvé pour l'année courante et les comptes rendus, tout porte

10 juillet 1895

Mairie que par le Bureau municipal, les recettes et les dépenses de l'office expédiées dont il résulte que le solde des ressources des chemins vicinaux fait au service est de cent soixante six francs; quatre vingt quatre centimes.

Considérant qu'il convient d'appuyer les journées de prestations de 1896 sur les chemins vicinaux qui ont le plus besoin d'être réparés.

Délibéré:

la commune sera misée pour l'année 1896 de:

1 ^e trois journées de prestations, dont le produit est évalué à —	3655. ^f 50
2 ^e (vingt autres spéciaux ordinaires évalués à)	406. 23
Il sera inscrit au budget de 1896 pour le service des chemins vicinaux au plus des ressources ci-dessous notées	
1 ^e Sur les ressources ordinaires de la commune, pour salaire du contremaître vicinal, une somme de —	480. 00
2 ^e le produit de l'imposition extraordinaire de quatre centimes autorisée le 31 janvier 1890 —	400. 00
Total —	4941 ^f 73

Sur cette somme seront prélevés:

- 1^e Pour remboursement d'emprunts et d'intérêts — 400. 00
 - 2^e Pour frais généraux, personnel, renouvellement de fournitures, etc — 320. 00
 - 3^e Les contingents des chemins de grande communication et d'intérêt commun jusqu'à concurrence de — 200. 00
- ainsi fait il délivré à Boniface le jour moins que trois

V. Roca. (Signature) J. L. (Signature)

A. Lantier. (Signature) M. Mastroni. (Signature)

J. Meyne (Signature) Monoglio Garine (Signature) G. Spachino (Signature)

J. Cusaliu (Signature) Camal (Signature)

Sainte-Barbe (Signature) (Signature)

Approbation du compte Le Conseil municipal, vu le compte rendu par le syndic Jafano, faisant l'administration du compte municipal, de ses recettes et dépenses, depuis le 1^{er} janvier 1896 jusqu'au 31 décembre suivant, de gestion 1896.

Lequel comprend: 1^e le rapport du compte de l'année 1895; 2^e les recettes et les dépenses faites pendant les deux premiers mois de l'année 1896; 3^e les recettes et les dépenses concernant les services hors budget.

Vu le détail des opérations finales de l'année 1896, établi en regard du compte susmentionné; et présentant les recettes et les dépenses pour ledit exercice pendant les trois derniers mois de la gestion 1895;

Vu les pièces justificatives rattachées à l'appui tant du compte de la gestion que des opérations complémentaires effectuées en 1895.

Deux copies avec deux exemplaires
du compte administratif et quatre
budgets additionnels ont été adressés
au Budget le 17 juillet.

Une copie de cette délibération
et un compte additionnel au
Budget le même jour.

Sur les budgets primitifs et additionnels des recettes et dépenses prévisionnelles de l'exercice 1894, arrêtés pour M^e le préfet du Département, et les autorisations spéciales de recette et de dépense délivrées pendant l'année exercice,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif dans sa séance 11.1.0
Mairie a exposé les motifs des réparations par lui demandées, la municipalité elles
ont été effectuées, et l'atteste que la commune en a retiré

Considérant que les recettes et les dépenses ont été régulièrement effectuées
Délibère :

Article 1^{er} Statuant sur la situation du Comptable au 31 Décembre
1894, sauf le règlement et l'appurement par le conseil de préfecture
conformément à l'article 157 de la loi du Janvier 1884, le conseil
municipal admet les recettes de la gestion 1894 pour la somme de 23346.76
les dépenses, pour elle de 23209.88

Fixe l'excédent de la recette à 137.88

Et attendu que, par l'avis de ce compte précédent, le Comptable
a été reconnu débiteur de 1714.83

Déclare le Comptable débiteur sur son compte de la
gestion 1894, de la somme de 1851.11

Article 2. Statuant sur les opérations de l'exercice 1894, sauf
le règlement et l'appurement par le conseil de préfecture, le conseil
municipal admet les opérations effectuées, tant pendant la gestion
1894 que pendant les trois premiers mois de la gestion 1895,
soyons :

des recettes pour 23071.87

des dépenses, pour 23969.14

997.87

Nouvel excédent de dépense de 1077.86

Le résultat définitif de l'exercice 1894 ayant présenté un
excédent de recette de

Le résultat définitif de l'exercice 1894, égal au résultat de
compte d'administration du même exercice, est un excédent
de recette de 180.27

P. Rocco *Maurizio Martini* *A. Martini*
g. B. Moretti *G. Moretti* *Giovanni Martini*
Ottavio *Carezza* *Ottavio* *J. P. Maylau*
riello *Carezza* *Carezza* *J. P. Maylau*

approbation des
comptes de l'hospice

Dues copies ont été ministérielles
l'Assemblée nationale de l'hospice
envoi à la sous-préfecture

Seance du vingt-six mai, mil huit cent quatre-vingt quinze

Le conseil, après les avoir minutieusement vérifiés, approuve au tout le compte administratif et le compte de gestion de l'hospice civil pour l'année 1895, que le projet du budget additionnel de 1895 et le projet du budget primitif pour l'année 1896.

Cette délibération a été signée par tous les conseillers assistants à la séance

y B. Bolognesi S. Scamardella P. Rucca

A. Mazzoni A. Santieri M. Martorani D. G. Gatti

F. Meyla F. Moniglio G. Garina O. Giachino

C. Carrega C. Oradini
C. Angelini G. Confalonieri

J. C. Lanza

Demande d'un
sous-sol pour pertes
agricoles causées par
un ouragan

Dues copies ont été adressées
au 1. Régistre 7 juillet 1895.

Seance du vingt-six mai, mil huit cent quatre-vingt quinze

Attendue que le violent ouragan du 16 et 17 mai dernier a causé des dommages considérables sur le territoire de Bonifacio qui, pour sa situation géographique, est très exposé surtout au vent du Nord-Ouest

que tous les propriétaires de cette commune, par suite des pertes qu'ils ont subies, se trouvent dans le besoin que déjà depuis plusieurs années, à cause de la crise générale des saisons et de la concurrence des huiles étrangères, ils reçoivent peu de revenus des produits oléagineux lesquels fornent pour la plupart quasi leur unique ressource

Le conseil municipal, à l'unanimité de ses membres assistants à la séance, se joint à M. le Maire pour prier le gouvernement de l'accorder exonerer les contribuables de l'impôt foncier pour 1895 et accorder immédiatement un secours à chacun des perdants

ainsi délibéré à Bonifacio, les jours mois et années dessus. —

P. Rucca S. Scamardella P. R. Santieri A. Mazzoni
y B. Bolognesi M. Martorani D. G. Gatti
F. Meyla O. Giachino C. Carrega C. Oradini
C. Angelini G. Confalonieri

Procès contre Petaluga
Antoine, pour usages
au timbre

Dues copies ont été adressées au
1. Régistre 11 juillet

Seance du vingt-six mai, mil huit cent quatre-vingt quinze

Sur le jugement, en date du 18 décembre 1894, par lequel le tribunal civil de Bastia a condamné le sieur Petaluga, Antoine négociant à Bonifacio, à payer à ladite commune la somme de six francs montant de la différence entre le prix de sept francs le mètre canné qu'il a payé pour concession dans le cimetière communal de Bastia, par celle de